

"Israéliens et Palestiniens sont condamnés à réfléchir à une solution politique existentielle"

Entretien avec **Benjamin Stora**, historien, spécialiste des relations des relations franco-algériennes et judéo-arabes.

Propos recueillis par Stéphane Aubouard , **Marianne**, 11 avril 2024.

Marianne Six mois après le début de la guerre entre Israël et le Hamas, quel sentiment prédomine chez vous ?

Benjamin Stora Mon sentiment premier, c'est que les ponts sont en grande partie rompus. Et qu'aujourd'hui, toute personne prétendant analyser la situation ou apporter des idées doit obligatoirement choisir de se placer d'un côté ou de l'autre du précipice. Celui qui, depuis sa rive, essaie de créer des passages ou de dresser des passerelles est immédiatement accusé d'être un traître et de nier la réalité.

Pour ma part, je m'accroche à la position qu'avait prise Albert Camus en 1955 durant la guerre d'Algérie. Le 1^{er} novembre de cette année-là, il disait: « *Je propose que les deux parties en présence prennent simultanément l'engagement public de ne pas toucher, quelles que soient les circonstances, les populations civiles. Cet engagement ne modifierait pour le moment aucune situation, il viserait seulement à enlever au conflit ce caractère inexpiable et à préserver dans l'avenir des vies innocentes.* » Puis, le 22 janvier 1956, il lança son fameux « Appel pour une trêve civile en Algérie ». Il ne s'agissait pas pour lui de trouver une solution politique immédiate -parce qu'il n'y en avait pas-, mais de lancer un appel d'urgence visant à protéger les populations civiles. Il avait même avancé l'idée d'organiser une table ronde où « *se rencontreraient à froid les représentants de toutes les tendances depuis les militants de la colonisation jusqu'aux nationalistes arabes. L'heure de la table ronde serait l'heure des responsabilités.* » Bref, pour Camus, le problème des civils devait prévaloir sur toute considération politique. Et pour ce faire, il fallait en revenir à l'éthique. Sur cette guerre, je me place aujourd'hui dans la même position que lui, pleinement conscient que son appel de l'époque n'avait reçu aucun écho. Et puisqu'il n'était pas parvenu à convaincre les acteurs du drame algérien de s'extraire de ce qu'il appelait les « *noces sanglantes du terrorisme et de la répression* », Camus s'était réfugié dans le silence.

Le politique passe donc pour l'instant au second rang, selon vous ?

Ce n'est pas ce que je dis. Aujourd'hui il y a 9 à 10 millions d'Israéliens qui vivent sur un territoire dans le cadre d'un Etat. Et la question qui leur est

posées n'est pas seulement politique mais existentielle, à savoir : comment faire en sorte que cet Etat puisse conserver une légitimité historique. Notons, à la grande différence du drame algérien, que les habitants d'Israël n'ont pas d'arrière-pays. Les Juifs d'Algérie, comme les pieds-noirs, étaient des Français qui disposaient de cet arrière-pays : c'était la métropole. Or, le paradoxe c'est que les Palestiniens non plus n'ont pas « d'arrière-pays » . Israéliens et Palestiniens sont, de fait, condamnés, dans cette situation-là, à réfléchir à une solution politique *existentielle*. C'est cette réalité originale – qui ne peut être identifiée à une situation classiquement coloniale – qui fait que les uns comme les autres ne peuvent dire : « Je vais retourner d'où je viens ». En Israël, on en est à la quatrième ou cinquième génération de gens nés sur place et qui sont originaires des quatre coins du monde, ne sont pas issus d'une métropole, etc. Les pieds-noirs, de l'autre côté de la Méditerranée, vivaient en Orient en ayant l'impression d'être occidentalisés : la fiction de l'Algérie française reposait sur cette expérience.

Aujourd'hui, donc, d'un côté comme de l'autre, la notion de centralité politique s'est renforcée dans chacune des deux communautés sous l'effet du risque existentiel. Chez les Juifs – plus que jamais – il y a la hantise de la Shoah. C'est-à-dire la menace de la disparition. Et chez les Palestiniens, le sentiment de « Nostpalestine » (la nostalgie du pays aimé et perdu) n'a jamais non plus été aussi fort. Or, dans la mémoire des Palestiniens, la nostalgie de la coexistence avec les Juifs, même si elle n'a pas toujours été parfaite – et c'est évidemment le moins que l'on puisse dire- se transmet de génération en génération. Je suis souvent allé en Israël et en Palestine. Quand je rencontrais de vieux Palestiniens, ils avaient le souvenir d'une « Palestine heureuse » avec les Juifs. Je sais que cela peut paraître naïf de dire cela, car il y a eu des affrontements intercommunautaires sanglants, dans les années 1930 notamment, mais c'était dans un cadre déjà attisé par le politique en devenir... C'est pourquoi, j'y reviens une fois encore, la discussion froide avec toutes les parties est urgente en référence au principe de la table ronde chère à Camus.

En France, le conflit israélo palestinien s'invite aussi facilement dans un cadre communautaire de plus en plus prégnant...

Mais pourquoi un tel renforcement des haines ? Parce que les Arabes comme les Juifs sont aussi des communautés de peur qui s'agrègent autour de ce sentiment puissant. On vit dans cette tragédie-là. Il faut avoir la lucidité de comprendre que les deux communautés connaissent aujourd'hui un resserrement identitaire qui ne favorise pas la solution politique.

La tendance générale c'est que chacun prétend se tenir de part et d'autre du précipice alors que les uns et les autres sont susceptibles d'y tomber. La tendance, c'est aussi ce sentiment de vulnérabilité partagée des deux côtés, avec le souvenir lancinant de la Shoah du côté des juifs, et, du côté palestinien, la peur d'une nouvelle Nakba, qui viserait jusqu'à détruire le

souvenir même de la Palestine dans laquelle ils ont vécu. Même si l'on ne peut pas mettre sur le même plan l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale avec la défaite et l'expulsion des Palestiniens.

Et puis avons aussi affaire à deux peuples de diaspora. Du point de vue juif, la peur de disparaître est consubstantielle à l'histoire *très longue* de la diaspora... Les Palestiniens ont expérimenté, à leur tour, la réalité diasporique. En France, l'attitude problématique de certains membres de la communauté musulmane s'explique également par le caractère inédit de cette expérience pour eux. Certains, certes minoritaires dans la communauté, ont du mal à l'accepter, à la *vivre*.

Enfin, nous avons affaire à deux blocs où la mémoire joue à plein, plus que de raison ?

Oui, la mémoire dans sa centralité émotionnelle est en effet à son plus haut point d'intensité d'un côté comme de l'autre. Le problème c'est donc, je le répète, que le souvenir de cette coexistence a été détruite. Et aujourd'hui, nous sommes confrontés à deux groupes qui se retrouvent par la guerre dans le désir d'effacer l'histoire commune. Le projet politique du Hamas, c'est l'effacement d'Israël. Ce qui, soit dit en passant, soulève une vraie question, celle de l'avenir du mouvement national palestinien et de son leadership. Mais ce qu'il y a de fondamentalement problématique dans le projet politique du mouvement national palestinien, c'est qu'il repose sur le sentiment illusoire qu'il faut d'abord s'attaquer à la légitimité de l'Etat et qu'on réglerait ensuite le problème de l'Etat-nation. Attention à ce type d'inversion des problématiques ...

Mais pour en revenir à la France, c'est vrai que l'on assiste, du côté des jeunes générations d'origine maghrébine, à une sorte de réappropriation de la question palestinienne fondée sur un socle d'inculture important. Et notamment sur la méconnaissance de l'autre, que l'on appréhende à travers les clichés diffusés par les réseaux sociaux et les médias intéressés à ce que le délitement perdure. Ce qui, parfois, apporte une justification aux actes antisémites. Pour autant, est-ce que cette manifestation de solidarité avec la Palestine efface toute possibilité de coexistence avec les Juifs ? Je ne le crois pas du tout. Il y a dix ans j'avais dirigé, avec Abdelwahab Meddeb, une *Histoire des relations entre juifs et musulmans*. Et nous avons rédigé ensemble un texte introductif qui disait en substance: « *Nous sommes les derniers témoins d'une coexistence entre Juifs et Musulmans dans un même espace. Après nous, cette expérience risque de disparaître. Par conséquent, si nous n'entretenons pas cette mémoire-là, la catastrophe de l'agression réciproque arrivera.* » Meddeb, hélas décédé, mettait alors en avant la notion de « convivance » comme condition sine qua non de la revivication de cette mémoire heureuse.

Si l'on n'est pas capable, disions-nous aussi, d'entretenir la mémoire de ces souvenirs anciens, de cette coexistence relevant certes du passé mais somme toute encore fraîche et très réelle, ce sera la catastrophe. Alors, bien-sûr, je vais encore me faire reprocher d'être un « constructeur de passerelles » à l'heure où mes contemporains préfèrent les murs, mais en tant qu'historien, mon rôle est de rendre vie aux histoires anciennes, de préserver les mémoires anciennes et communes, et pas seulement les catastrophes.

Et pour que la mémoire future soit elle aussi protégée, que faire dans ce débat piégé ?

Il faut lutter contre la déformation des mots. Je me permets, une fois encore, de paraphraser Albert Camus : « *Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde.* » Prenez le mot génocide, par exemple. Oui, le potentiel de haine est tellement élevé que des intentions génocidaires se sont fait entendre du côté de certains membres du gouvernement israélien. Mais sur le terrain, et dans le cadre de la guerre, après le pogrom perpétré le 7 octobre par le Hamas qui refuse toujours la libération des otages, on ne peut pas dire que l'on assiste à un génocide. Le problème du mot « génocide », c'est qu'il est devenu banal et qu'il a perdu de sa singularité pour devenir un quasi-synonyme du mot « massacre ». Oui, nous assistons à un massacre aujourd'hui à Gaza, des crimes de guerre sont commis contre les civils. Mais il n'y a pas d'intention planifiée, organisée et mise en œuvre visant à éliminer tous les Palestiniens. Les mots ont leur importance. Il n'y pas non plus, à proprement parler, de situation d'apartheid en Israël pour les Arabes. Même s'ils subissent le racisme, la discrimination parfois, ils ont le droit de vote, ils disposent de syndicats, ils ont le droit de créer des partis, etc. Les anachronismes historiques, c'est toujours dangereux. L'intention empathique se mesure aussi au souci de bien nommer les choses.

Il s'agit donc d'une bataille non seulement mémorielle mais culturelle...

Il s'agit en effet d'un combat culturel, que je regarde comme la condition sine qua non d'une solution politique future. « *Le problème des intellectuels*, disait aussi Camus, *ce n'est pas de faire la Révolution mais d'empêcher que le monde ne se défasse.* » Je pense la même chose que lui. Il faut empêcher que tout se délite, il faut conserver les acquis anciens, il faut préserver cette mémoire en danger de mort pour éviter que des haines inexpiables ne s'enkystent. Les gens et les peuples ne se reconnaissent plus les uns les autres. Et les haines proviennent principalement du fait que l'on ne reconnaît pas l'autre. Le jeune de banlieue qui veut tuer un Juif, il ne sait même pas ce que c'est qu'un Juif... En Algérie, il m'est récemment arrivé de rencontrer des jeunes qui me demandaient : « *C'est vrai, monsieur Stora, qu'il y avait des Juifs avant en Algérie ? Ce n'est pas une invention ?* » Alors j'ai répondu : « *Non ce n'est pas une invention. Regardez-moi : eh bien, je suis né et j'ai grandi à Constantine...* »

